



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Nucleaire-une-connivence>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Nucléaire, une connivence imaginaire**

26 mai 2004

Nucléaire, une connivence imaginaire

par Frédéric Imbrecht, secrétaire général de la Fédération CGT des mines et de l'énergie.

En semblant assimiler les organisations syndicales de salariés d'EDF-GDF à un quelconque lobby pro-nucléaire, l'approche du porte-parole du réseau Sortir du nucléaire (l'Humanité du 26 avril 2004), pour subtile qu'elle soit, travestit quelque peu la réalité. Au point de laisser imaginer l'existence d'un accord entre ces organisations et Matignon portant sur la privatisation d'EDF en contrepartie de l'engagement de construire l'EPR ? Si Stéphane Lhomme n'affirme rien de manière aussi explicite, la tournure adoptée vise à susciter le doute.

Pour la CGT, accréditer l'existence d'une telle corrélation équivaut à leurrer les citoyens et vise à dévoyer leurs luttes : l'avenir énergétique de la France et de l'Europe, la réponse aux besoins de leurs citoyens ne passent en aucune manière par la privatisation des entreprises publiques du secteur, quelles que soient les sources d'énergie utilisées ; nous pensons par ailleurs que la France et l'Europe ont besoin, entre autres, d'un réacteur nucléaire de troisième génération. En tout état de cause, c'est dans le cadre d'une maîtrise publique et citoyenne que ce choix doit être conduit.

Sur le fond, nous tenons à rappeler aux lecteurs, à Stéphane Lhomme et son réseau qui font mine de l'ignorer, que la position de la CGT en matière de politique énergétique a toujours consisté à prôner une diversification des sources de production d'énergies en France et en Europe, sachant que toutes sont et seront nécessaires à l'espèce humaine et à la planète dans les prochaines années. Le nucléaire aussi, n'en déplaise à ceux qui le combattent de façon dogmatique et aveugle, mais pas seulement le nucléaire.

Et en tout état de cause, pas le nucléaire à tout prix, comme semble vouloir le laisser penser la tribune publiée.

En effet, notre combat, aux côtés des salariés du nucléaire, vise à imposer aux pouvoirs publics et aux opérateurs les conditions d'un nucléaire toujours plus sûr et respectueux des hommes et de la planète (nous émettons les mêmes exigences vis-à-vis des opérateurs du thermique classique, de l'hydroélectrique ou encore du pétrole). Nos exigences portent tout à la fois sur les conditions d'exploitation de cette énergie (conditions techniques, économiques, sociales, de sûreté et de transparence) et sur les moyens dont doit disposer la recherche pour résoudre la question des déchets (confinement, recyclage, traitement). Cette question restera ouverte même si l'on doit un jour abandonner le nucléaire, surtout si l'on doit un jour "sortir du nucléaire", comme y incite Stéphane Lhomme.

À nos yeux, rien ne justifie la privatisation des entreprises publiques que sont EDF et Gaz de France, pas plus le nucléaire que les autres prétextes invoqués aujourd'hui par les prosélytes de la déréglementation engagés dans une fuite en avant dans le libéralisme et la concurrence. Le modèle français hérité du programme du Conseil national de la Résistance a fait ses preuves.

Il doit, certes, évoluer pour répondre mieux aux attentes des salariés, des citoyens et aux défis de notre époque. Mais il est mieux placé que tout autre pour le faire. L'existence d'un parc nucléaire important en France, loin de justifier l'ouverture du capital d'EDF aux intérêts privés, milite au contraire en faveur d'une maîtrise publique et citoyenne de cette entreprise et de son fonctionnement, de droits nouveaux de contrôle et d'intervention pour les salariés et les usagers. Nous pensons également que l'ouverture à la concurrence et la référence univoque aux lois du marché en matière de choix énergétiques ne peuvent conduire qu'à mettre en concurrence les différentes sources d'énergies qui, à notre point de vue, sont complémentaires. Cette orientation constitue le danger majeur pour les années à venir. La myopie du marché le rend incapable de prendre en compte ces enjeux de long terme. C'est pourquoi nous combattons cette option et en appelons à y substituer la maîtrise publique et citoyenne des choix de politique énergétique.